Une image contenant texte, boîte

Description générée automatiquement

7 novembre 2023

**Communiqué de presse**

**Glyphosate : à l’approche d’un vote crucial à Bruxelles,**

**l’UFC-Que Choisir du Bas-Rhin appelle à son interdiction dans toute l’Union Européenne**

**Alors que le Centre International de Recherche sur le Cancer a classé dès 2015 le glyphosate comme cancérogène probable et que l’INSERM alerte également sur l’impact sanitaire désastreux de celui-ci, la Commission européenne appelle néanmoins à la ré-autorisation de son utilisation pour… 10 ans. Face au vote crucial qui se profile à Bruxelles pour statuer sur l’avenir de cet herbicide, l’UFC-Que Choisir du Bas-Rhin appelle les décideurs à entendre la société civile et à s’opposer à ce renouvellement.**

Nous contestons la solidité des éléments qui ont conduit cet été l’EFSA, autorité européenne de sécurité des aliments, à émettre un avis d’absence de risque pour cette substance présente dans le Roundup (Monsanto/Bayer), pesticide le plus vendu au monde. En effet, au-delà même de la prise en considération « d’études » directement financées par les professionnels, l’autorité semble avoir laissé de côté toute une série d’analyses scientifiques prouvant la dangerosité de l’herbicide. Si elle a été démontrée à de multiples reprises, notamment pour les utilisateurs tels que les agriculteurs et les jardiniers, une récente étude américaine\* particulièrement inquiétante a relevé, pour la population générale, un risque accru de dégâts neurologiques (Alzheimer, Parkinson ou sclérose en plaque) en cas de forte exposition via l’alimentation.

Alors qu’Emmanuel Macron s’était engagé à sortir du glyphosate en France « au plus tard » début 2021, force est de constater qu’il n’a pas tenu sa promesse. Si la France s’était fermement opposée au renouvellement de l’autorisation en 2017, elle s’est simplement abstenue il y a quelques semaines lors du premier vote européen. Une opportunité historique de rectifier le tir s’offre à nos décideurs et aux autres États membres, qui se réuniront à nouveau le 16 novembre prochain. Les consommateurs français n’accepteront pas une nouvelle volte-face du Président de la République.

Sur la base des alertes scientifiques, et rappelant le principe de précaution, la société civile, dont l’UFC-Que Choisir, s’est mobilisée dès 2021 contre une telle ré-autorisation. La pétition\*\* que nous avions lancée avec d’autres ONG demandant l’interdiction européenne du glyphosate a été signée par plus de 600 000 Français !

**Au nom de la protection de la santé des consommateurs et de l’environnement, notre association appelle la France à voter contre le renouvellement de l’autorisation de cette substance dangereuse.**

**Dans cette optique, et parce qu’ils portent la voix des Français, l’UFC-Que Choisir du Bas- Rhin saisit :**

* **Les parlementaires de notre département pour qu’ils pressent le Gouvernement de tenir compte de la volonté claire des Français et de la société civile de ne pas réautoriser le glyphosate.**
* **Les eurodéputés français pour qu’ils s’opposent à tout projet de renouvellement et envoient ainsi à la Commission un signal politique fort en amont du vote des États membres.**

\*Association between urinary glyphosate levels and serum neurofilament light chain in a representative sample of US adults: NHANES 2013–2014 - An-Ming Yang, Pei-Lun Chu, ChiKang Wang & Chien-Yu Lin - Journal of Exposure Science & Environmental Epidemiology - Septembre 2023.

\*\* Pétition et sondage : <https://www.quechoisir.org/action-ufc-que-choisir-petition-en-finir-avec-le-glyphosate-en-europe-enfin-n95264/>     -    <https://www.generations-futures.fr/actualites/sondage-pesticides/>